



DEVELOPPER LES CHAINES DE VALEUR DURABLES AU MAROC

Un Forum organisé par le CIHEAM, la BERD, la FAO et le Ministère

Communiqué de Presse
Meknes, Maroc, 20 Avril 2017



L'agriculture contribue de manière significative à l'économie marocaine et emploie 40% de la main-d'œuvre du pays. Mais le secteur doit faire face à des défis majeurs et des mesures importantes doivent être prises pour le rendre plus durable.

Travailler avec le secteur privé pour contribuer à atteindre ces objectifs est la clé. Dans ce contexte, le [Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes \(CIHEAM\)](#), la [Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement \(BERD\)](#) et l'[Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\)](#) ont organisé un forum sur les chaînes de valeur durables le 20 avril 2017, en partenariat avec le [Ministère Marocain de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural, et des Eaux et des Forêts](#). Le forum a réuni des participants de tous les segments de la chaîne de valeur - agrobusiness, associations de producteurs, institutions financières – pour étudier les améliorations possibles dans le secteur de l'agroalimentaire marocain au regard des enjeux de durabilité économique, sociale et environnementale.

Le forum s'est tenu à Meknès, pendant le Salon international de l'agriculture au Maroc qui connaît un succès continu et dont le thème annuel est l'agro-industrie et les chaînes de valeur durables. Considérée comme l'une des plus grandes foires internationales du Maghreb, elle attire chaque année plus d'un million de visiteurs et regroupe plus de 1 220 entreprises.

Durant ce forum, il a également été question des résultats du «Plan Maroc Vert» et du rôle joué par les producteurs marocains, les petites et moyennes entreprises (PME), les grandes entreprises agroalimentaires et les décideurs politiques dans la dynamisation et la soutenabilité du secteur.

Dans son discours d'ouverture, au nom du S.E le Ministre Aziz Akhannouch, Mohamed Sadiki, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement rural, des Eaux et des Forêts, a précisé que : "L'interaction avec le secteur privé a été au cœur du Plan Maroc Vert depuis sa création. L'agrégation qui



constitue l'un des axes stratégiques du Plan, est un modèle innovant pour organiser les agriculteurs autour d'acteurs privés ou d'organisations professionnelles dotées d'une forte capacité de gestion. C'est un partenariat gagnant-gagnant entre la production en amont et la commercialisation et industrialisation en aval, limitant ainsi la fragmentation des terres et permettant aux agriculteurs d'accéder aux techniques de production modernes, aux finances et aux marchés ".

L'agrobusiness se démarque

Les entreprises du secteur privé au Maroc ont déjà commencé à prendre des mesures concrètes vers des modèles commerciaux plus inclusifs et respectueux de l'environnement. Par exemple, Lesieur Cristal, société leader d'huile végétale, a investi dans deux chaudières à biomasse pour produire de la vapeur à partir de déchets d'olives. L'entreprise a ainsi réussi à réduire sa consommation de carburant jusqu'à 40 pour cent. Frulact, un important acteur international dans les préparations de fruits pour l'industrie alimentaire installé au Maroc depuis 10 ans, quant à lui, se fournit en fraises auprès des producteurs de la région de Larache pour la production de yaourt et de produits laitiers destinés aux marchés nationaux et à l'export.

À Casablanca, Maghreb Industries, un important producteur marocain de confiseries, constitue un bon exemple d'actions concrètes dans l'utilisation des énergies renouvelables : la société a construit une installation moderne et économe en énergie alimentée par une centrale solaire de 1,4 mégawatts sur les toits, l'une des premières de cette taille au Maroc. Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux exemples qui peuvent être reproduits dans le pays.

Travailler ensemble le long de la chaîne de valeur

L'événement a également porté sur les organisations interprofessionnelles et sur leur manière de soutenir un secteur agricole inclusif notamment en favorisant une vision commune auprès des acteurs de la chaîne de valeur et en cherchant à améliorer les services essentiels.

"La promotion du dialogue public-privé et de la coopération entre les divers acteurs de la chaîne de valeur est essentielle pour que le secteur agricole soit plus fort et plus productif au Maroc. Dans ce contexte, les organisations interprofessionnelles jouent un rôle essentiel en permettant une approche concertée du développement du secteur. Elles peuvent contribuer à mutualiser les efforts des opérateurs dans des domaines clés tels que la recherche, l'extension et le transfert de technologie, interagir avec les autorités publiques sur les politiques sectorielles et offrir des services partagés à leurs membres", a déclaré Michael Hage, représentant de la FAO au Maroc.

Parmi les nombreuses organisations interprofessionnelles et professionnelles soutenues par la FAO, Interprolive, une organisation interprofessionnelle impliquant les principaux acteurs privés marocains des olives de table et de l'huile d'olive - de la production au marketing - avance déjà rapidement pour promouvoir et défendre les intérêts du secteur oléicole au Maroc. Entre autres initiatives, l'organisation a lancé une campagne publicitaire pour encourager les consommateurs à acheter de l'huile d'olive dans des



bouteilles plutôt qu'en vrac et a lancé une série de formations techniques pour aider les membres à améliorer la productivité de la production d'olives.

« Nous nous sommes, tout d'abord, concentrés sur nos propres démarches d'organisation afin d'assurer une bonne représentation des acteurs tout au long de la chaîne de valeur. Grâce à la signature d'un «programme de contrat» avec le gouvernement, nous avons pu commencer à fournir des services à nos membres, tels que l'assistance technique et l'élaboration de stratégies de communication pour sensibiliser les consommateurs. Nous collaborons également avec la FAO et la BERD sur les systèmes de qualité de l'huile d'olive et la productivité le long de la chaîne d'approvisionnement » a déclaré Rachid Benali, président d'Interprolive.

Diffuser les connaissances sur les enjeux climatiques

Les changements climatiques affectent l'agriculture marocaine, en raison de précipitations moindre, l'augmentation de la sécheresse et de l'épuisement des eaux souterraines. L'adaptation de l'agriculture marocaine aux changements climatiques tout en améliorant la capacité du secteur à réduire les émissions de gaz à effet de serre a été longuement débattue pendant les négociations mondiales sur le climat de la COP22 qui s'est tenue au Maroc en novembre 2016.

Cosimo Lacirignola, secrétaire général du CIHEAM, a déclaré à ce propos : "Pour que l'agriculture marocaine puisse surmonter les défis liés aux changements climatiques, la promotion des innovations technologiques et socialement inclusive est essentielle. Il est également important de s'appuyer sur les savoir-faire ancestraux des acteurs de la diète méditerranéenne qui de surcroît est pourvoyeuse d'emplois locaux durables. Il est essentiel d'impliquer tous les acteurs, à tous les niveaux de la chaîne de valeur, dans la recherche, la vulgarisation, l'éducation et la coopération et de stimuler des transformations de changement en matière d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Ces actions sont au cœur du mandat du CIHEAM. "

Développer les capacités

Le forum a également souligné comment le développement des compétences techniques et de gestion est essentiel pour assurer la durabilité des chaînes de valeur. Les entreprises - de toutes tailles - ainsi que les agriculteurs doivent acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour accéder à l'innovation technologique, les marchés et les finances, véritables ingrédients du succès.

Marie-Alexandra Veilleux-Laborie, directrice de la BERD au Maroc, a déclaré : "L'agro-industrie est un secteur prioritaire au Maroc. A la BERD, nous fournissons non seulement des financements mais, en collaboration avec des partenaires comme la FAO, nous voulons favoriser des discussions politiques constructives et soutenir le développement des capacités à tous les niveaux de la chaîne de valeur. C'est ce que nous proposons dans le secteur marocain de l'huile d'olive, où nous espérons introduire des changements



bénéfiques non seulement pour nos clients, mais aussi pour le secteur dans son ensemble".

Au Maroc, la BERD a investi plus de 155 millions d'euros dans le secteur des entreprises, y compris les investissements dans les sous-secteurs de l'huile d'olive, des fruits et légumes et de la confiserie.

Le prochain programme de la BERD sur le commerce et la compétitivité de l'UE, financé par la Facilité d'investissement de la Direction Générale Voisinage de la Commission Européenne, mettra davantage l'accent sur les chaînes de valeur agroalimentaire et favorisera la création de meilleurs standards alimentaires, à valeur ajoutée améliorant la compétitivité.

Poursuivant leur objectif commun de promouvoir des chaînes de valeur agricoles durables dans la région méditerranéenne, la FAO et le CIHEAM se sont appuyés sur les conclusions du forum pour affirmer leur soutien à des politiques favorables à la collaboration avec le secteur privé et à la promotion des meilleures pratiques dans le secteur agroalimentaire marocain. A ce titre le CIHEAM souhaite développer une nouvelle initiative régionale, intitulée le «Pacte méditerranéen pour l'agriculture et l'alimentation durables» visant à rassembler une diversité d'acteurs publics et privés autour d'une série d'engagements forts en faveur du développement de chaînes de valeur inclusives et résilientes capables de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, de la protection des ressources naturelles, de l'emploi notamment auprès des populations les plus vulnérables (jeunes, femmes rurales...)

Site internet du Forum www.medagri.org/meetings/meknes2017

CIHEAM

Fondé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale méditerranéenne dédiée à l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement des territoires ruraux et côtiers. Elle réunit [13 Etats membres](#) (Albanie, Algérie, Egypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Espagne, Tunisie et Turquie). Le CIHEAM est composé de 4 Instituts basés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Spain) et d'un Secrétariat Général à Paris, et collabore avec des [nombreuses organisations internationales et régionales](#). Avec les Etats membres, les partenaires publics et privés, le CIHEAM vise à contribuer les défis suivants :



Protection de la planète à travers "[la lutte contre le triple gaspillage](#)"
(Ressources naturelles- Alimentations-Connaissances)



Sécurité alimentaire et nutritionnelle "[en favorisant l'agriculture et l'alimentation durable](#)"



Développement inclusif "[en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires fragiles](#)"



Crises et résilience "[en contribuant à la gestion des tensions](#)"

Pour plus d'informations, Yasmine Seghirate El Guerrab, seghirate@ciheam.org